Document generated on 10/12/2024 5:39 a.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

GAFFIELD, Chad, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture, économie*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », 1993. 284 p.

Fernand Ouellet

Volume 48, Number 2, Fall 1994

URI: https://id.erudit.org/iderudit/305332ar
DOI: https://doi.org/10.7202/305332ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Ouellet, F. (1994). Review of [GAFFIELD, Chad, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture, économie*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », 1993. 284 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *48*(2), 253–257. https://doi.org/10.7202/305332ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

GAFFIELD, Chad, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, culture, économie.* Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. «Amérique française», 1993. 284 p.

Dans ce livre, Gaffield a voulu remettre en question la version traditionnelle des luttes scolaires ontariennes pour lui substituer une vision plus

authentiquement *culturelle*. C'est pour cette raison qu'il a choisi le comté de Prescott (p. 16) qui, selon lui, était le point de rencontre par excellence des Canadas anglophone et francophone. L'entreprise était nécessaire et novatrice. Mais il ne faut pas oublier non plus que Gaffield était, lui aussi, tributaire de son temps par sa pratique d'une historiographie érigée en réaction contre les idées de *contrôle social* et de *contrainte* (p. 26), à la mode dans les années 1970.

Ceci dit, Gaffield a raison de prétendre que la question linguistique s'est posée avant 1880, dès le moment où des Canadiens français vinrent en Ontario s'y constituer en communautés relativement homogènes aux besoins variés. Pour comprendre, dit-il, ces querelles scolaires, il faut remonter jusqu'en 1850 pour y voir se poser la question de la langue dans les écoles aux niveaux local et gouvernemental. Ainsi présentées, les années 1880 se trouvaient éliminées en tant que moment privilégié où natalistes, journalistes et politiciens avaient pris conscience du danger culturel que représentait selon eux, l'avance planifiée de la colonisation canadienne-française et catholique dans l'est de l'Ontario. Ainsi épurées, elles apparaissaient comme un bien autrement précieux: celui de la gestation de *l'identité franco-ontarienne*.

Cette interprétation serait davantage cohérente si, en décrivant (p. 25-52) les accommodements constants pratiqués par les fonctionnaires et politiciens responsables de l'éducation depuis Ryerson jusqu'à Ross, Gaffield n'avait lui-même mis l'accent sur le fait que ces personnages, loin de n'avoir eu que des rêves d'acculturation, avaient en fait poursuivi avec ténacité une politique d'assimilation, absorbant à des degrés divers les perceptions négatives, mal fondées, ajoute-t-il, des agents locaux à l'endroit des francophones. À vrai dire, la sensibilité accrue de ces personnages publics au courant d'opinions véhiculées dans la société et des diverses communautés ethniques serait telle, une fois les présupposés idéologiques écartés, que les deux versions pourraient devenir compatibles.

Mais celui-ci soutient avec conviction (p. 76 ss) que les craintes des porte-parole anglophones à propos du danger culturel représenté par la progression de la population francophone dans l'est de l'Ontario étaient futiles et n'ont pu influer sur l'ordre des choses. C'est pourquoi, il affirme (p. 54), que, de 1881 à 1901, la population de Prescott (p. 55) augmenta seulement de 8,5% et, finalement, que la population anglophone fut d'une grande stabilité (p. 55). Évidemment, Gaffield, fixé sur son comté-témoin, ignore le contexte plus général qui donne un sens à ces événements. Car dans toutes les régions de la province autant que dans les comtés stratégiques de l'est, l'accroissement de la population d'origine française fut quand même très considérable de 1881 à 1901:

Prescott	30,9%	Est de la province	71,9%
Russell	76,0%	Nord	123,7%
Stormont	67,2%	Centre	42,2%
Glengarry	72,4%	Sud-Ouest	26,1%

Chez les non-francophones et les protestants de Prescott et des cantons d'Alfred et Caledonia, il y eut, au contraire, déclin absolu des effectifs: -12,2% dans le comté et respectivement -23,9% et -16,7% dans les deux cantons. Non seulement ces groupes furent-ils incapables d'absorber leurs immigrants et les surplus des naissances sur les décès, mais même au niveau des quatre comtés à grande concentration francophone, il y eut aussi recul absolu. À n'en pas douter, la progression canadienne-française et catholique faisait partie d'un mouvement plus vaste englobant aussi le nord du Nouveau-Brunswick et le Québec, mais davantage les régions du Québec où les anglophones et les protestants avaient été en grand nombre avant 1851.

	Gaspésie		*Cantons-de-l'Est*		*Outaouais*	
	C.-F.	Cath.	C.-F.	Cath.	C.-F.	Cath
1851	49,2%	75,4%	36,1%	44,2%	30,5%	61,5%
1881	68,1%	80,8%	61,7%	66,2%	49,0%	66,7%
1901	72,2%	83,5%	70,6%	73,5%	53,8%	69,8%

Vues sur ce fond de scène incluant des éléments apportés par Gaffield, les réactions de peur suscitées par ces mouvements eurent d'autant plus un air de réalité qu'elles furent stimulées par le discours des élites clérico-nationalistes québécoises sur la reconquête et le rayonnement culturels dans et hors Québec. Le livre de Robert Sellar, *The Tragedy of Quebec. The Expulsion of its Protestant Farmers*, qui eut une profonde résonance en Ontario sur les élites et ceux qui manipulaient l'opinion, n'est qu'un exemple d'une littérature variée et vouée à la diffusion de ces sentiments. Mettre tout cela au compte de la fantaisie, prétendant que ces réalités et émotions formées au cours de décennies sur un vaste territoire n'eurent aucun effet décisif sur l'adoption du Règlement XVII, c'est méconnaître la complexité des rapports entre culture et politique. Ce ne fut d'ailleurs pas la dernière fois qu'au Canada la peur culturelle et démographique joua un rôle capital dans l'adoption de législations discriminatoires en matière linguistique et scolaire.

Derrière ces énoncés de Gaffield, il y a une vision plutôt stéréotypée de l'émigration en tant que phénomène culturel, familial, volontaire, relevant davantage de l'intrépidité plutôt que des contraintes économiques et démographiques (p. 64-69). Le fait est que les Canadiens français ordinaires n'étaient pas d'abord allés vers la Gaspésie, les Cantons-de-l'est, l'Outaouais québécois et l'Ontario pour en chasser les anglophones et les protestants, y faire régner la culture française ou catholique et même donner libre cours à l'élan de la famille. Dans l'ensemble, ils avaient quitté leur habitat, en famille ou individuellement, allant ou non rejoindre des parents ou des connaissances, parce qu'ils avaient besoin de terres ou d'emplois. Étant ce qu'ils étaient au départ: francophones, catholiques, pauvres et peu instruits, ils constituèrent à certains endroits des communautés qui eurent ces caractères, dont certains traits s'amenuisèrent avec le temps alors que d'autres semblèrent immuables. Il ne semble pas non plus que les anglophones ordinaires se soient déplacés principalement pour des raisons culturelles.

L'émigration, répète-t-il (p. 83), c'est partout le mouvement incessant des familles d'un lieu à un autre. La formule est si attrayante qu'on en voit mal de prime abord le côté déformant en ce qui concerne les motifs du départ et le volume des individus parmi les effectifs migratoires. Car il ne fait pas de doute que, dans l'ensemble et d'un groupe à l'autre, le pourcentage des migrants individuels fut plus considérable que Gaffield ne le laisse entendre. Mais oubliant pour un moment la part de rhétorique et la faiblesse relative de sa preuve, il faut quand même reconnaître qu'au total le propos démographique de Gaffield met correctement le doigt sur des processus essentiels pour comprendre la formation de communautés basées, dit-il, sur la famille, notamment celui des rapports changeants entre immigration et croissance naturelle depuis l'arrivée des migrants jusqu'au jour où se redéclenche le processus migratoire (p. 77 ss). Lorsqu'il fait état de l'endogamie presque totale des mariages chez les uns et les autres, de l'engagement marital plus précoce des couples francophones et de la dimension plus considérable de leurs familles (un enfant en moyenne), il attire l'attention sur des caractéristiques certainement liées à des différences religieuses, économiques et culturelles. De ce point de vue, on regrettera qu'il ne dise rien de leur mortalité générale plus élevée et de leur énorme mortalité infantile.

Gaffield aborde toutes ces questions comme si les différences culturelles entre francophones et les autres étaient secondaires et les similitudes fondamentales. À tel point qu'on pourrait avoir l'impression que le contentieux scolaire n'avait pas tellement de racines dans les inégalités entre les uns et les autres (p. 83). Cette tendance est particulièrement évidente quand il discute d'économie (p. 88). Ainsi, pour appuyer sa preuve au sujet de l'agriculture, il fait seulement appel à quelques données brutes tirées des recensements de 1851 à 1871 et étayées de commentaires appropriés sur la production à Alfred et Caledonia. Pourtant, une enquête plus poussée démontre qu'en 1861 l'est de la province, où les Canadiens français étaient concentrés dans une proportion de 57,3%, était, à des degrés divers, substantiellement sous-représenté relativement à sa population par rapport au centre et sud-ouest de la province en ce qui concerne la production des grains et des racines, le nombre d'animaux et la valeur des fermes. À Alfred, canton à 73,6% francophone à la même date, et Caledonia, canton à 89% anglophone, la valeur respective des fermes était de 511$ et 1 357$, alors que dans Prescott elle s'élevait à 1 375$, à 1 537$ dans l'est, 424$ dans le nord, 3 060$ dans le centre et 1 722$ dans le sud-ouest. À Alfred, la production de grains et le nombre d'animaux par occupant étaient la moitié de ce qu'ils étaient à Caledonia alors que le nombre de livres de beurre et de fromage fabriquées n'était que le tiers. Gaffield parle d'une crise qui affecte cette région après 1871. En fait, il s'agit de mauvaises récoltes qui touchent tout le Québec et l'Ontario l'année même des recensements de 1871 et 1891. Dans chaque cas, elles furent suivies de vigoureuses reprises. Le fait est que cette population francophone, sans pour autant annuler les écarts existants, a modifié son profil d'une façon inégale mais significative depuis son immigration, qu'il s'agisse du nombre d'enfants, de mortalité, de bilinguisme, de production agricole et d'instruction. Ainsi, l'ensemble des chiffres alignés par Gaffield

sur l'accès à l'école et le niveau d'instruction confirme ce que nous savons par ailleurs: un retard au départ qui ne fut que partiellement comblé par la suite.

En fait, hors la marche vers les États-Unis et les villes québécoises, les migrations canadiennes-françaises de la seconde moitié du XIXe siècle ont surtout suivi la route de l'agro-forestier. Ce qui devait, plus tard, les mener au rythme du développement ferroviaire dans la portion la plus nordique de l'Ontario. Leur dépendance à l'endroit de la forêt était issue de leurs faibles moyens et de la pauvreté des revenus agricoles qui leur dictait le travail saisonnier et le va-et-vient sur des espaces de plus en plus étendus à mesure que se déplaçait la coupe du bois. C'est, en partie, pour cette raison qu'ils furent moins affectés que les autres (producteurs de surplus pour le marché forestier), par le recul de la forêt dans l'est de la province et collèrent davantage à la région. Comme ces migrants recherchaient la terre et que son accès fut lent ou souvent impossible, ceux qui n'en trouvèrent pas séjournèrent pour un temps ou pour de bon dans les villages et les villes. Ce qui explique que, dans l'est de la province, ils furent toujours plus urbains que leurs compatriotes de langue anglaise.

Le livre de Gaffield a des côtés fascinants. Plus fidèlement encore que celui de J. Little sur Winslow, il reflète les tendances de l'historiographie des quinze dernières années, elle-même reflet d'une société qui a donné un relief incomparable à l'idée de communauté et universalisé le mot *culture*. Dans ce contexte, l'histoire locale ou régionale acquiert une importance encore plus spéciale. Il s'agit d'un territoire témoin, berceau d'une nouvelle communauté, exemplaire, puisqu'il existe toujours un historien ailleurs et ici qui a fait la même démarche inspirée par les mêmes préoccupations et a abouti aux mêmes conclusions. Mais finalement, témoin de quoi? L'exercice est certainement valable, mais le contexte dans lequel se déroulent ces événements locaux auxquels on accorde tellement de vertus généralisantes, n'est-il pas le grand correctif?

Département d'histoire
Université York

FERNAND OUELLET